



La consommation des ménages se stabilise en 2013

En 2013, la dépense de consommation des ménages se stabilise en volume (+ 0,2 %), après une baisse historique en 2012 (- 0,5 %). La consommation en biens et services de téléphonie est toujours en plein essor. Les achats en automobiles continuent de reculer, mais plus modérément qu'en 2012. Les dépenses liées au logement ralentissent, celles en produits alimentaires se maintiennent.

Dans un contexte de ralentissement des prix, le pouvoir d'achat des ménages se stabilise en 2013 après un net recul en 2012. La consommation des ménages augmente à un rythme proche, en valeur, de celui de leur revenu disponible, si bien que leur taux d'épargne est quasi stable.

Nathalie Morer, division Synthèses des biens et services, Insee

En 2013, la dépense de consommation des ménages (*définitions*) se stabilise (+ 0,2 % en volume ; *définitions*), après son repli de 2012 (- 0,5 %). La consommation effective des ménages (*définitions*), qui inclut en outre les dépenses directement financées par la collectivité, est un peu plus dynamique (+ 0,6 %). Elle est soutenue à la fois par la dépense de consommation individualisable (*définitions*) des administrations publiques (+ 2,1 %) et par celle des institutions sans but lucratif au service des ménages (+ 1,1 %). Au total, la consommation effective des ménages contribue pour 0,4 point à la croissance du PIB (+ 0,3 %), alors que leur dépense de consommation n'y contribue que pour 0,1 point.

En valeur, le revenu disponible brut des ménages augmente à un rythme proche de celui de 2012 (+ 0,6 % après + 0,5 % en 2012). Cette évolution intervient toutefois dans un contexte de moindre inflation (+ 0,6 % après + 1,4 %). En conséquence, le pouvoir d'achat se stabilise après un net recul en 2012 (- 0,9 % ; *figure 1*).

Si le pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus perçus par les ménages est stable, celui du revenu individuel, c'est-à-dire du

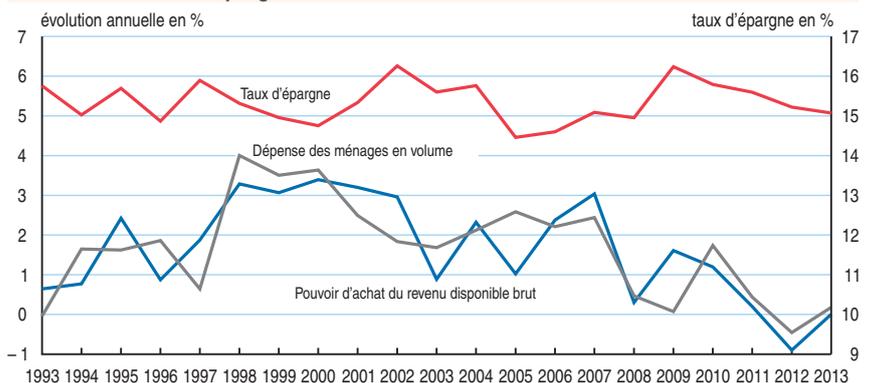
revenu moyen par unité de consommation, se contracte de 0,6 %, après - 1,5 % en 2012. Une fois déduites les dépenses « pré-engagées » (*définitions*), le pouvoir d'achat du revenu arbitral (*définitions*) individuel décroît de manière plus marquée (- 1,3 %). En effet, les dépenses pré-engagées augmentent plus fortement que les autres dépenses (+ 1,7 % en valeur contre + 0,4 %). Ceci s'explique avant tout par la hausse des dépenses liées au logement (loyers et dépenses énergétiques dans les logements).

En 2013, la consommation des ménages augmente légèrement plus vite, en valeur, que leur revenu disponible brut (+ 0,8 % contre + 0,6 %). Leur taux d'épargne est donc quasi stable et s'établit à 15,1 % (*figure 2*).

Repli des dépenses en automobiles

Les dépenses en transports se contractent pour la deuxième année consécutive (- 2,5 % en volume après - 4,3 % en 2012). En effet, la chute des achats

1 Évolutions de la dépense des ménages, du pouvoir d'achat du revenu disponible brut et du taux d'épargne



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

d'automobiles neuves et d'occasion reste forte, même si elle est moins prononcée qu'en 2012 (-7,8 % en volume après -10,3 % ; *figure 3*). Ce mouvement traduit surtout celui du marché du neuf, qui se replie pour la quatrième année consécutive (-9,7 % après -15,1 % en 2012). Les ménages se détournent des voitures à moteur diesel, qui expliquent à elles seules le recul de 2013 (-19 % en nombre d'immatriculations) ; ils privilégient de plus en plus les voitures à essence, dont les immatriculations bondissent de 11 %. Les petites voitures (cinq chevaux fiscaux et moins) représentent désormais 57 % des immatriculations, soit 4 points de plus qu'en 2012. Les achats de voitures d'occasion diminuent en 2013 (-3,8 % en volume), après une légère hausse en 2012 (+1,6 %).

La dépense en carburants et lubrifiants s'inscrit dans la tendance observée depuis 2008 : elle décroît de 1,2 % en volume après -2,6 % en 2012 (*figure 4*). La baisse de la dépense en essence est plus limitée qu'en 2012 (-3,1 % après -6,5 %). Comme en 2012, la dépense en gazole est stable (+0,1 % en volume après +0,2 %). Après trois années de hausse soutenue, le prix des carburants et lubrifiants se contracte en 2013 (-2,4 % après +4,9 %) sous l'effet du recul des prix du baril de pétrole.

Les dépenses en transports collectifs ferroviaires et routiers se replient également (respectivement -1,4 % et -2,1 % en volume). Seules les dépenses en transports aériens progressent : elles croissent à un

rythme supérieur à celui de 2012 (+2,0 % en volume après +1,2 %).

Progression modérée des dépenses liées au logement

Les dépenses pré-engagées sont les dépenses sur lesquelles les ménages peuvent difficilement influencer à court terme. En 2013, elles représentent 29,1 % du revenu disponible brut des ménages, une part en hausse de 0,3 point en un an.

L'essentiel des dépenses pré-engagées des ménages (78,7 % en 2013) correspond à leurs dépenses pour se loger (*définitions*) et pour chauffer et éclairer leur logement. Ces dépenses liées au logement augmentent, globalement, moins vite en 2013 (+1,0 % en volume après +1,9 % en 2012). En effet, les dépenses de chauffage et d'éclairage ralentissent fortement (+2,9 % après +7,6 %). L'importante hausse de 2012 traduisait un retour des températures à la normale après une année 2011 exceptionnellement douce. L'augmentation en 2013 reflète les conditions météorologiques relativement rigoureuses du premier semestre.

Ainsi, en 2013, la consommation d'électricité progresse de 4,0 % en volume (+9,5 % en 2012) et celle de gaz de 3,4 % (+11,5 % en 2012). Les prix restent dynamiques, même s'ils décèlent (+4,1 % après +5,6 %) : le ralentissement des prix du gaz (+4,4 % après +7,9 %) fait plus que contrebalancer l'accélération des prix de l'électricité (+6,5 % après +3,1 %).

En valeur, les loyers directement pris en charge par les ménages, c'est-à-dire après déduction des aides au logement, ralentissent en 2013 (+2,3 % après +2,8 %). En effet, l'indice de prix des loyers (+1,3 %) progresse modérément, à l'instar de l'indice de référence des loyers (IRL), sur lequel sont indexés les loyers du parc privé et, depuis 2011, ceux du parc social. En dehors d'un rebond en 2012, l'indice de prix des loyers n'a cessé de ralentir depuis le milieu des années 2000. Parallèlement, les aides au logement sont dynamiques (+4,4 %).

La téléphonie se développe toujours de façon soutenue

En 2013, la dépense de consommation en biens et services de l'économie de l'information se contracte en valeur, dans la lignée des évolutions depuis 2009 (-4,9 % en 2013 après -5,1 % en 2012). Ce mouvement s'explique par la baisse marquée et ininterrompue des prix (-8,7 % après -8,3 %). La dépense en volume reste dynamique (+4,2 % après +3,5 %). Le secteur est encore porté par le marché des téléphones mobiles (+42,6 % en volume après +66,3 %), en lien avec l'essor des *smartphones*, et par les services de télécommunications (+9,9 % en volume), dont les prix se replient toujours fortement. La préférence croissante pour des achats de mobiles sans engagement, amorcée en 2012, se confirme en 2013 : près des deux tiers des achats se font sans engagement (42 % en 2012). Par ailleurs, les ménages privilégient toujours davantage l'achat des *smartphones* (deux achats de téléphones mobiles sur trois en 2013 contre un sur deux en 2012). Le succès des tablettes ne se dément pas en 2013 et contribue à la vive croissance des équipements informatiques (+8,3 % après +9,8 %).

À l'inverse, les achats de produits de l'électronique grand public (téléviseurs, consoles de jeux, appareils d'enregistrement) reculent de 3,7 % en volume après un repli marqué en 2012 (-6,5 %). En lien avec le développement des « caméras d'action », seuls les caméscopes échappent à ce repli.

Repli des dépenses de culture et loisirs malgré le rebond des disques

Comme en 2012, les dépenses liées à la culture et aux loisirs se replient en 2013 (-1,2 % en volume après -2,1 %). Après une décennie de recul, les ventes physiques de disques rebondissent (+3,4 %), soutenues par des artistes francophones. En revanche, celles de DVD baissent encore (-13,6 %).

Après avoir atteint un record en 2011, la fréquentation des salles de cinéma continue

2 Évolutions de la consommation, des prix, du revenu et du taux d'épargne

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	en %						
Consommation effective (en volume)	2,4	0,6	0,6	1,9	0,7	0,1	0,6
Dépense de consommation (en volume)	2,4	0,5	0,1	1,7	0,4	-0,5	0,2
Prix de la consommation effective	2,0	2,6	-0,8	1,1	1,5	1,2	0,6
Prix de la dépense de consommation	2,1	2,8	-1,5	1,2	1,8	1,4	0,6
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté*	2,9	0,5	1,7	1,4	0,5	-0,3	0,4
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	3,0	0,3	1,6	1,2	0,2	-0,9	0,0
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	15,1	15,0	16,2	15,8	15,6	15,2	15,1
Taux d'épargne financière (en % du revenu disponible brut)	4,4	4,2	7,1	6,5	6,1	5,6	5,8

* Voir *définitions*.

Source : Insee, *comptes nationaux*, base 2010.

3 Dépense de consommation de biens durables

	Évolution en volume					Poids dans la valeur de la consommation en 2013
	2009	2010	2011	2012	2013	
Automobiles, dont :	7,5	-1,2	0,9	-10,3	-7,8	3,2
<i>automobiles neuves</i>	17,4	-1,2	-1,3	-15,1	-9,7	2,1
Téléviseurs	31,6	20,8	4,7	-10,1	-4,7	0,2
Réfrigérateurs, congélateurs	-0,2	4,7	4,3	1,4	0,7	0,1
Lave-linge	-2,5	7,3	0,9	3,6	-0,4	0,1
Meubles	-4,0	2,2	0,9	-3,9	-3,7	1,3
Autres biens durables*	1,4	2,7	4,4	2,5	2,7	3,7
Ensemble des biens durables	4,0	1,9	2,5	-3,9	-2,5	8,6

* Matériel téléphonique, lecteurs de DVD, lave-vaisselle, appareils de cuisson, caravanes, cycles et motocycles, etc.

Source : Insee, *comptes nationaux*, base 2010.

de reculer (193 millions d'entrées après 203 millions en 2012, soit un reflux de 5,2 %). Elle redescend ainsi sous la barre de 200 millions d'entrées, ce qui n'était pas arrivé depuis 2008. Face aux nouveaux modes d'information, la désaffection des ménages envers la presse et les livres se poursuit : la dépense associée, y compris papeterie, se replie de 3,6 % en volume, après -4,0 % en 2012. Passé l'effet novateur lié à l'ouverture des jeux à

la concurrence en mai 2010, l'attractivité des jeux en ligne, et notamment celle des jeux de cercle, s'amenuise. La consommation en jeux de hasard diminue de 1,7 % après -0,9 % en 2012.

Les dépenses de consommation dans les hôtels, cafés et restaurants se contractent de 1,4 % en volume (après -1,8 %). La baisse affecte toutes les composantes de l'hébergement, à l'exception des terrains de camping.

Accélération de la consommation en assurances

La consommation des ménages en assurances accélère en 2013 (+1,8 % en volume après +0,3 % en 2012), du fait de l'assurance-vie (+3,0 % après -1,3 %) et des dépenses liées à l'assurance santé (+1,4 % après +0,1 %), tandis que l'assurance automobile ralentit pour la deuxième année consécutive (+3,0 % après +4,0 %). Son prix recule en 2013 après dix années de vive hausse (-1,2 % après +4,8 % par an en moyenne de 2003 à 2012). Seule l'assurance logement se contracte (-2,7 % en volume après +3,6 % en 2012) ; son prix reste très dynamique (+5,5 % après +6,7 %).

Les dépenses de santé des ménages continuent de croître (+2,7 % en volume après +2,4 % en 2012) ; les soins pris en charge par la collectivité (médicaments, médecine de ville et hôpitaux) accélèrent également (+3,2 % après +2,8 %).

La consommation effective des ménages en services d'éducation, financée pour l'essentiel par les administrations publiques, progresse en volume (+0,5 %).

La consommation alimentaire se maintient

La consommation de produits alimentaires (hors boissons alcoolisées et tabac) se maintient en volume (+0,8 % après +0,6 %), dans un contexte de ralentissement des prix (+1,2 % après +3,1 %). Elle est soutenue par la consommation de légumes qui rebondit en 2013 (+4,0 % en volume après -1,9 %) alors que les prix décèlèrent nettement (+2,3 % après +6,7 %). Au contraire, la consommation de fruits se contracte de 0,8 % en volume après +3,3 % en 2012 : elle pâtit de l'accélération des prix (+6,0 % après +4,4 %) et de la pénurie de l'offre de certains fruits. Comme en 2012, les achats de poissons et fruits de mer se replient (-1,5 % en volume après -1,8 %) alors que leur prix ralentit légèrement (+1,7 % après +2,1 %). Stable depuis 2011, la consommation de viande se contracte (-1,4 % en volume) tandis que son prix évolue à un rythme proche de celui de 2012 (+2,7 % après +2,9 %).

La consommation de tabac décroît de 5,8 % en volume, en lien avec le vig accroissement de la concurrence exercée par les cigarettes électroniques et avec la hausse des prix, soutenue depuis 2010 et encore plus vive en 2013 (+6,8 % après +6,2 % en 2012).

Déjà en baisse en 2012 (-2,3 %), les dépenses d'habillement et de chaussures se contractent de nouveau en 2013, mais moins fortement (-0,9 %). Les prix ralentissent (+1,0 % après +2,2 %). ■

4 Évolution de la consommation des ménages par fonction

	Poids dans la valeur de la consommation effective		Évolution en volume			Évolution en prix			Valeur 2013 (en milliards d'euros)
	2003	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013	
Consommation effective des ménages, dont :	100,0	100,0	0,7	0,1	0,6	1,5	1,2	0,6	1 498,4
Dépense de consommation des ménages	76,3	75,2	0,4	-0,5	0,2	1,8	1,4	0,6	1 126,4
Alimentation et boissons non alcoolisées	10,5	10,2	1,1	0,6	0,8	1,7	3,1	1,2	152,7
Produits alimentaires, dont :	9,7	9,3	0,9	0,7	0,7	1,5	2,9	1,4	139,7
pain et céréales	1,6	1,6	3,7	2,5	1,7	2,0	1,7	0,6	24,2
viandes	2,7	2,5	0,5	0,0	-1,4	2,5	2,9	2,7	37,6
poissons et crustacés	0,7	0,6	-2,7	-1,8	-1,5	3,6	2,1	1,7	8,5
lait, fromages et oeufs	1,4	1,3	1,7	1,4	1,0	2,4	1,4	-1,1	20,0
fruits et légumes	2,0	1,9	-1,2	-0,1	2,4	-2,0	5,9	3,5	29,2
Boissons non alcoolisées	0,8	0,9	3,4	0,0	1,1	3,9	5,1	-0,8	13,1
Boissons alcoolisées et tabac	2,8	2,7	0,2	-2,7	-3,3	4,5	5,1	5,3	39,8
Boissons alcoolisées	1,4	1,3	0,4	-1,9	-0,7	3,2	4,0	3,9	19,8
Tabac	1,4	1,3	0,1	-3,6	-5,8	5,8	6,2	6,8	20,0
Articles d'habillement et chaussures	4,0	3,2	-0,7	-2,3	-0,9	0,9	2,2	1,0	47,9
Articles d'habillement	3,3	2,6	-1,0	-2,2	-0,8	0,8	2,3	0,7	38,7
Chaussures	0,7	0,6	0,4	-2,4	-1,2	1,2	1,5	2,0	9,2
Logement, chauffage, éclairage, dont :	18,3	20,3	-0,8	1,9	1,0	2,4	2,5	1,9	304,0
location de logement	13,3	14,3	1,2	1,2	1,0	0,9	1,6	1,3	214,8
chauffage, éclairage	2,8	3,6	-10,3	7,6	2,9	10,0	5,6	4,1	53,8
Équipement du logement, dont :	4,4	4,0	1,3	-1,3	-2,0	0,8	1,6	0,5	59,9
meubles, tapis	1,2	1,1	0,6	-3,8	-3,6	1,2	1,4	1,1	16,0
appareils ménagers	0,7	0,6	2,3	3,7	1,1	-1,9	-1,9	-2,2	9,0
Santé, dont :	2,9	3,2	3,8	2,4	2,7	0,3	-0,1	-0,6	48,4
médicaments	1,2	1,3	4,1	2,4	3,2	-1,1	-1,8	-2,5	19,2
médecine non hospitalière	1,3	1,5	3,5	2,3	2,8	1,3	0,8	0,7	22,2
Transport, dont :	10,4	9,9	0,2	-4,3	-2,5	4,9	3,2	0,4	148,2
achats de véhicules	3,3	2,6	0,6	-10,0	-7,8	2,7	2,7	1,5	38,3
carburants, lubrifiants	2,5	2,6	-1,4	-2,6	-1,2	14,0	4,9	-2,4	38,4
services de transports	1,5	1,7	3,0	0,7	0,4	1,1	2,6	0,8	26,0
Communications^(e), dont :	2,5	1,9	3,6	10,8	11,6	-6,3	-15,4	-15,5	29,1
services de télécommunications	2,1	1,6	2,8	8,4	9,9	-6,2	-16,7	-16,8	23,9
Loisirs et culture, dont :	7,3	6,2	1,3	-2,1	-1,2	-0,8	0,0	-0,4	93,1
appareils électroniques et informatiques ^(e)	1,8	1,2	4,3	-0,1	0,3	-8,5	-6,1	-6,6	18,2
services culturels et récréatifs ^(e)	2,2	2,2	0,6	-1,4	-1,2	2,7	2,0	1,4	32,6
presse, livres et papeterie ^(e)	1,2	0,9	-3,1	-4,0	-3,6	1,1	2,4	1,9	13,1
Éducation	0,5	0,7	-0,5	1,3	1,3	1,9	1,1	0,7	10,0
Hôtels, cafés et restaurants	5,1	4,9	1,3	-1,8	-1,4	2,0	2,8	2,2	73,4
Autres biens et services, dont :	8,5	8,7	0,3	0,5	0,6	1,9	-0,6	0,5	130,3
soins personnels	1,7	1,7	1,6	2,4	0,5	1,0	1,3	0,3	25,5
action sociale	1,3	1,5	2,1	1,7	1,0	2,7	3,8	2,2	22,8
assurances	2,5	3,0	0,4	0,3	1,8	0,8	-1,1	1,0	45,6
Sifim ¹	0,9	0,4	1,4	2,1	0,4	2,2	-25,0	-11,7	6,2
Correction territoriale	-0,9	-0,7	11,4	56,7	-8,6	2,1	1,7	0,4	-10,3
Dépense de consommation des ISBLSM²	2,7	2,9	1,5	2,1	1,1	2,1	0,4	2,1	43,4
Dépense de consommation des APU³, dont :	21,0	21,9	1,4	1,8	2,1	0,5	0,4	0,4	328,6
santé	9,3	9,7	2,4	2,8	3,2	-0,6	-0,6	-0,5	145,7
éducation	6,6	6,2	0,3	0,4	0,4	1,4	0,5	0,9	93,3
action sociale	3,1	3,7	1,0	1,5	1,8	1,9	2,0	1,3	55,9
logement	1,0	1,0	1,3	0,9	2,8	0,9	1,6	1,5	15,2

1. Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

2. Dépenses de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages.

3. Dépenses de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

(e) Principaux postes concernés par l'économie de l'information.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Définitions

Dans l'ensemble du texte, les évolutions sont en **volume**, aux prix de l'année précédente, sauf mention contraire.

La **consommation effective des ménages** est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service

des ménages (ISBLSM). La **dépense de consommation des ménages** se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé et d'éducation restant à leur charge. Les **consommations individualisables** sont celles qui bénéficient directement aux ménages tout en étant prises en charge par la collectivité. C'est le cas en particulier de dépenses pour l'éducation, la santé, l'action sociale et le logement.

Les **dépenses « pré-engagées »** sont celles qui sont supposées réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Suivant les préconisations du rapport de la Commission « Mesure du pouvoir d'achat des ménages » (février 2008), ces dépenses comprennent :

- les dépenses liées au logement, y compris les loyers imputés et les dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ;
- les services de télécommunications ;
- les frais de cantine ;
- les services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;
- les assurances (hors assurance-vie) ;
- les services financiers.

Le **revenu arbitral** retire du revenu disponible brut les dépenses pré-engagées. Le **revenu disponible brut ajusté** ajoute au revenu disponible brut les dépenses individualisables des APU et des ISBLSM.

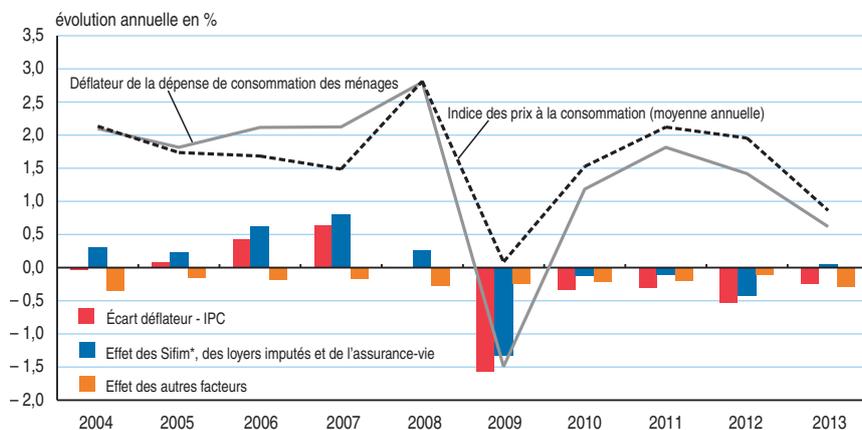
Les **dépenses de consommation des ménages en logement** incluent les loyers versés par les locataires (aides au logement déduites) mais également les **loyers imputés**, que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.

Causes des écarts entre le déflateur de la dépense de consommation et l'indice des prix à la consommation

Le calcul du déflateur de la dépense de consommation s'appuie, pour la majorité des produits, sur les évolutions de prix collectés pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. Notamment, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), les loyers imputés (*définitions*) et l'assurance-vie sont intégrés dans le champ de la consommation de la comptabilité nationale. Par ailleurs, les définitions de la dépense de consommation retenues respectivement pour l'IPC et dans le cadre de la comptabilité nationale diffèrent : pour l'assurance-dommage, par exemple, on considère dans le calcul de l'IPC que la dépense de consommation est égale aux primes brutes d'assurance-dommage, alors que la comptabilité nationale considère les primes nettes des indemnités ; ou encore, la comptabilité nationale considère que le crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile minore les dépenses de consommation des ménages, ce qui n'est pas le cas pour l'IPC. Enfin, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation alors que l'IPC s'appuie sur leur poids passé. Au total, entre 2004 et 2013, l'écart entre les deux indices de prix varie entre - 1,6 point et + 0,6 point selon les années (*figure*).

En 2013, les prix de la dépense de consommation progressent de 0,6 %, une hausse légèrement inférieure à celle de l'IPC qui s'établit, en moyenne annuelle, à + 0,9 %. La baisse des prix des Sifim (- 11,7 %) contribue à abaisser le déflateur de 0,1 point. De même, la prise en compte du crédit d'impôt le minore de 0,2 point. Les loyers imputés jouent dans le sens contraire (+ 0,1 point). Hors loyers imputés, Sifim et crédit d'impôt, le déflateur de la dépense de consommation des ménages est inférieur de 0,04 point à l'évolution moyenne de l'IPC. Ce léger écart s'explique par la prise en compte de produits non suivis par l'IPC (comme l'autoconsommation ou les jeux de hasard), par des effets de pondération et par le traitement différent de certains produits comme l'assurance-dommage.

Écart entre le déflateur de la dépense de consommation des ménages et l'indice des prix à la consommation (IPC)



* Sifim : services d'intermédiation financière indirectement mesurés.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Bibliographie

- Bessone A.-J., Passeron V., Soual H., « Les comptes de la Nation en 2013 - Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise », *Insee Première* n° 1499, mai 2014.
- Dossier « Les comptes nationaux passent en base 2010 » disponible dans la rubrique « Comptes nationaux - Finances publiques » du site www.insee.fr.

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier
Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet
Rédacteurs :
J.-B. Champion, A. Houlou-Garcia,
C. Pfister, V. Quénechdu
Maquette : P. Nguyen
Impression : Jouve
Code Sage IP141502
ISSN 0997 - 3192
© Insee 2014

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee : www.insee.fr/collections-nationales
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) : <http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier :
<http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

